

# FORUM MONDIAL SUR LES PRODUITS DE BASE

18 - 19 mars 2013

Renouvellement de l'engagement relatif au développement  
du secteur des produits de base en tant que vecteur de  
croissance économique et de réduction de la pauvreté

Salle XVIII - Palais des Nations - Genève



## NOTE D'INFORMATION



New York et Genève, 2013



## INTRODUCTION

Après trois décennies de stagnation et de niveaux relativement bas, les cours des produits de base ont affiché depuis 2002, la reprise la plus durable et la plus notable de l'histoire moderne.<sup>1</sup> Dans le même temps, les revenus d'exportation des pays en développement dépendant des produits de base<sup>2</sup> ont augmenté. Toutefois, cette hausse ne s'est pas traduite par des taux de croissance économique et de réduction de la pauvreté comparables (Loayza & Raddatz, 2010).

Pour les pays en développement dépendant des produits de base, les matières premières représentent souvent l'une des principales sources de revenus et d'emplois. De ce fait, leur difficulté à répercuter la récente hausse des cours des produits de base sous la forme d'une croissance généralisée et d'une diminution de la pauvreté remet en question leur modèle de développement économique: quels changements nécessaires pourraient intervenir dans leurs politiques, leurs institutions et leurs infrastructures qui puissent leur permettre de conjuguer revenus émanant des produits de base et avancées en terme de développement, notamment dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)?

La question précédente est identique à celle soulevée par les travaux phares menés par Prebisch et Singer qui avaient observé et prédit la dégradation à long-terme des termes de l'échange des pays en développement. Aujourd'hui, il semblerait y avoir un consensus sur les longues décennies de baisses constantes des prix des produits de base en comparaison de ceux des biens manufacturés (ex. Brown et al. 2008). Toutefois, la hausse des prix des produits de base a conduit certains observateurs à se demander si l'inverse serait maintenant possible (Farooki et Kaplinski, 2011). D'autres aspects de la "problématique des produits de base" à laquelle doivent faire face les pays en développement dépendant des produits de base, tels que le "syndrome néerlandais" et la «malédiction des ressources naturelles» ont également commencé à faire l'objet d'un examen approfondi. Par exemple, dans le secteur extractif, la sagesse populaire qui voudrait que leur nature insulaire les isole du reste de l'économie locale est contestée sur la base des bonnes pratiques existantes (Morris et al., 2012). Une observation faite au travers de cette recherche empirique a mis au jour des opportunités plus faibles en aval, qu'en amont de la filière. De ce fait, ces derniers liens pourraient être utilisés comme des leviers puissants de création d'emplois décents et de réduction de la pauvreté. La diversification est importante – comme le sont les politiques globales qui ne se limitent pas à un "ministère de l'agriculture" ou à un "ministère des mines", mais au lieu de cela, incorporent le développement rural, le secteur bancaire et du crédit et l'environnement, notamment (PNUD, 2011). De la même manière, il est important de mettre en place un cadre global favorable au sein duquel les pays producteurs de produits de base pourraient atteindre leurs aspirations de développement.

L'édition 2013 du Forum mondial sur les produits de base (GCF) propose aux participants une plateforme afin de leur permettre de débattre des solutions potentielles à ces défis, qui allient à la fois les questions vitales des produits de base, de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté.

## LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE, DE NOUVEAU SUR L'AGENDA POLITIQUE

Au cours des années 1980 et 1990, l'orthodoxie de la politique internationale a encouragé les pays en développement à réduire leurs budgets publics, ainsi qu'à privatiser les biens publics et en

<sup>1</sup> Source: UNCTADStat

<sup>2</sup> A commodity-dependent developing country relies on commodity exports for 60% or more of its export earnings.



particulier les offices de commercialisation agricoles paraétatiques que l'on accusait alors de fausser et d'entraver les opportunités de marché pour le développement (Poulton et al., 2006). Sous l'ère du Consensus de Washington, les prix des produits agricoles sont demeurés stables et à des niveaux faibles, décourageant à la fois l'investissement privé et public dans le secteur et reléguant l'agriculture aux oubliettes de la politique.

Vers le milieu des années 2000 et en particulier à la suite de la crise des prix des denrées alimentaires de 2007-08, l'agriculture a retrouvé de son importance dans le discours politique public. Dans les pays en développement, cette attention renouvelée a mis en exergue l'état désastreux dans lequel se trouvaient les institutions et les infrastructures après deux décennies de relative négligence. Malgré le retrait de l'État du secteur dans les années 1980 et 1990, qui aurait dû inciter les acteurs privés à prendre en main le développement, un vide est demeuré dans certaines fonctions, telles que la réglementation et la promotion, qui ne peuvent en réalité être assumées que par une autorité légitime unique. De la même manière, le secteur privé a limité sa contribution vis-à-vis des biens publics, tels que l'infrastructure et les services de vulgarisation, ceux-ci étant difficiles à fournir de manière rentable.

Alors que les gouvernements des pays en développement réendossent leurs rôles politiques laissés vacants en ce qui concerne l'agriculture et s'attachent à remettre en état les biens publics négligés, ils le font dans le contexte d'un discours politique à la fois riche et stimulant. La recherche récente a mis en lumière les leçons tirées des résultats des politiques passées et mettent en exergue la nécessité de politiques de développement agricole plus nuancées.

Au niveau macro, l'agriculture est le moteur idéal à la fois d'une croissance généralisée et d'une réduction de la pauvreté dans les pays à faible revenu, plus particulièrement en Afrique sub-saharienne. Plus les pays évoluent vers des niveaux de revenus moyens, plus d'autres secteurs tendent à soutenir la croissance, l'agriculture demeurant l'activité principale quant à la réduction de la pauvreté en zone rurale. Au-delà des niveaux de revenus moyens, les économies nationales emploie l'agriculture comme l'un des leviers d'une croissance multisectorielle, ainsi que de réduction de la pauvreté (Banque mondiale, 2007a).

Alors que la recherche montre que la politique de développement agricole macroéconomique évolue en fonction de l'étalement des niveaux de revenus nationaux, elle montre également que les gouvernements doivent étalonner leurs politiques microéconomiques en fonction de leur impact sur un éventail de secteurs, de sociétés et de ménages. Le petit producteur a retrouvé à juste titre sa place en tant qu'acteur clé du discours politique sur l'agriculture: après tout, le petit ménage rural est souvent impliqué à la fois en tant que producteur dans les stratégies de croissance et se situe au cœur des stratégies de réduction de la pauvreté. En effet, pour les plus pauvres des ménages ruraux, le fait d'accroître les opportunités dans le domaine agricole représente le vecteur le plus important de réduction de la pauvreté (Christiaensen et al., 2011; Lipton, 2006).

Selon le modèle de croissance dualiste développé par Lewis (1954), l'exode rural s'explique par les avancées en termes de productivité agricole qui libèrent une partie des habitants des zones rurales pour travailler en ville dans des industries à plus forte croissance. En effet, l'impératif demeure pour les modèles modernes de développement rural d'accroître la productivité agricole et de fournir des activités plus productives et plus rémunératrices aux habitants des zones rurales sous-employés (Loayza & Raddatz, 2010). Mais l'expérience moderne du développement tend à contrebalancer le modèle de croissance de Lewis en prenant en considération les impératifs de réduction de la pauvreté et ont ainsi intégré l'exode rural et l'accroissement de la productivité agricole, non pas en tant qu'éléments distincts d'une stratégie de développement linéaire, mais comme deux facteurs, parmi d'autres, intervenant dans l'amélioration des moyens de subsistance des ménages ruraux.



Dans le cas spécifique de l'Afrique, un rapport récent de la Banque mondiale a mis en lumière l'importance de politiques commerciales claires et prévisibles dans le but d'assurer la sécurité alimentaire et d'atteindre par ce biais le premier objectif des OMD du continent. Le rapport identifie le retrait des barrières commerciales en général, mais également l'amélioration de la transparence de marché et le renforcement de la résilience, comme des points d'entrée possibles vers une contribution efficace du continent à l'autosuffisance alimentaire.

## **SECTEUR EXTRACTIF: CREER DES LIENS**

Comme mentionné précédemment, bien qu'il existe une reconnaissance des opportunités marginales de relations aval, les relations en amont de la filière pourraient servir de levier puissant à la création d'emplois décents et de ce fait, à la réduction de la pauvreté. Jusqu'à présent, l'intérêt politique de la plupart des pays en développement était de regarder vers l'extérieur, afin de chercher à répondre aux besoins des investisseurs étrangers et aux incitations offertes par les autres pays. Bien que les industries extractives possèdent des caractéristiques intrinsèques, desquelles découlent les faibles relations avec le reste de l'économie, un changement est intervenu récemment quant au recentrage de ces activités sur le secteur des services et les communautés concernées (UNCTAD, 2012).

L'accroissement du «contenu local» dans le pays hôte peut être obtenu directement (emploi, taxes et profits) ou indirectement (achat de biens et de services). Dans ce cadre, le modèle attribuerait à l'État un rôle d'arbitre, négociateur entre l'investisseur privé et la communauté locale. Des politiques économiques appropriées pourraient permettre la création d'emplois ainsi que leur durabilité dans le temps et assurer ainsi un développement à long-terme, au-delà de la simple durée de vie opérationnelle du projet d'extraction. Ceci ne requiert pas uniquement une gestion des ressources naturelles, mais également une gestion économique plus large, incluant des compétences en termes de planification.

## **LES RESULTATS ESCOMPTEES**

Concernant cette réunion, nous souhaiterions parvenir à un consensus politique multipartite clair sur les problématiques suivantes:

1. La gestion des risques et la résilience dans les économies à faible revenu dépendantes de l'agriculture; Des discussions sont actuellement en cours dans le but de lancer une analyse sur les instruments de gestion des risques en collaboration avec des partenaires extérieurs tels que le groupe "Strategic Risk Management" à Paris;
2. Le développement des infrastructures et des services permettant de soutenir le secteur agricole;
3. L'amélioration de la transparence de marchés des produits de base et des filières aux niveaux national et global;
4. Le développement des relations quant à la production dans le secteur extractif avec pour objectif l'amélioration de l'emploi, du contenu local ainsi que la valorisation locale.

## **CONCLUSION**

Comme évoqué précédemment, des discussions sur les politiques de développement des produits de base dépassent rapidement le cercle des dossiers liés à l'agriculture, aux ressources naturelles et au commerce, pour aborder des domaines tels que la taxation, le développement rural, les



ressources humaines et l'environnement, notamment. Sous cet angle, il est impératif que les gouvernements formulent leurs politiques de développement relatives aux produits de base en l'intégrant à une stratégie plus large de croissance et de réduction de la pauvreté (Banque mondiale, 2007b). Les préalables à de telles approches politiques holistiques passent par des réponses appropriées aux défis soulevés par la volatilité des prix au niveau global, ainsi qu'au manque d'infrastructure.

En outre, pour obtenir une structure équilibrée d'un secteur des produits de base intégré, les pays auraient besoin d'améliorer la transparence de marché des secteurs des produits de base en général, au travers de systèmes de collecte de données efficaces dans un contexte global favorable. De ce fait, il serait possible de produire des analyses de données plus pointues, qui conduiraient à la formulation de politiques et à leur dissémination.

En vue de parvenir à un consensus autour des problématiques mentionnées précédemment et à d'autres relatives à la gestion des risques et à la résilience, l'édition 2013 du Forum mondial sur les produits de base fournira aux participants une plateforme leur permettant de débattre des solutions potentielles aux défis identifiés afin de lier les revenus des produits de base, à la réalisation des critères de développement et en particulier des OMD et plus spécifiquement, de relever le redoutable défi de la réduction de la pauvreté.

## REFERENCES

- Brown, O., Crawford, A. & Gibson, J., 2008. *Les hauts et les bas: comment la volatilité des prix des produits empêche la réduction de la pauvreté, et ce que l'on peut faire*, Winnipeg, Canada: Institut international du développement durable. Disponible sur: [http://www.iisd.org/pdf/2008/boom\\_or\\_bust\\_commodity\\_fr.pdf](http://www.iisd.org/pdf/2008/boom_or_bust_commodity_fr.pdf) [Consulté le 18 octobre 2012].
- Campbell, B., 2009. *Mining in Africa: Regulation and Development*, IDRC.
- Christiaensen, L., Demery, L. & Kuhl, J., 2011. The (evolving) role of agriculture in poverty reduction—An empirical perspective. *Journal of Development Economics*, 96(2), pp.239-254. Disponible sur: <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0304387810001252> [Consulté le 29 octobre 2012].
- Collier, P. & Dercon, S., 2009. African agriculture in 50 years: Smallholders in a rapidly changing world? In Expert Meeting on How to Feed the World in 2050. Rome: FAO. Disponible sur: <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/012/ak983e/ak983e00.pdf> [Consulté le 29 octobre 2012].
- Dethier, J.-J. & Effenberger, A., 2012. Agriculture and development: A brief review of the literature. *Economic Systems*, 36(2), pp.175-205. Disponible sur: <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0939362512000271> [Consulté le 30 octobre 2012].
- Ivanic, M. & Martin, W., 2010. Promoting Global Agricultural Growth and Poverty Reduction. In *Structural Change in Agriculture*. 114th EAAE Seminar. Berlin: European Association of Agricultural Economists, p. 33. Disponible sur: <http://ageconsearch.umn.edu/bitstream/61098/2/ivanic.pdf> [Consulté le 29 octobre 2012].
- Lewis, W.A., 1954. Economic Development with Unlimited Supplies of Labour. *The Manchester School*, 22(2), pp.139-191. Disponible sur: <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1467-9957.1954.tb00021.x/abstract> [Consulté le 29 octobre 2012].
- Lipton, M., 2006. Can Small Farmers Survive, Prosper, or be the Key Channel to Cut Mass Poverty? *Journal of Agricultural and Development Economics*, 3(1), pp.58-85. Disponible sur: <ftp://ftp.fao.org/docrep.../fao/009/ag072e/ag072e00.pdf> [Consulté le 29 octobre 2012].





- Loayza, N.V. & Raddatz, C., 2010. The composition of growth matters for poverty alleviation. *Journal of Development Economics*, 93(1), pp.137-151. Disponible sur: <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0304387809000431> [Consulté le 30 octobre 2012].
- Poulton, C., Kydd, J. & Dorward, A., 2006. Overcoming Market Constraints on Pro-Poor Agricultural Growth in Sub-Saharan Africa. *Development Policy Review*, 24(3), pp.243-277. Disponible sur: <http://eprints.soas.ac.uk/3754/> [Consulté le 29 octobre 2012].
- Same, A.T., 2009. Transforming Natural Resource Wealth into Sustained Growth and Poverty Reduction: A Conceptual Framework for Sub-Saharan African Oil Exporting Countries. SSRN eLibrary. Disponible sur: [http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=1410473](http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1410473) [Consulté le 30 octobre 2012].
- CNUCED, 2012. Extractive Industries: Optimizing Value Retention in Host Countries. Disponible sur: [http://unctad.xiii.org/en/SessionDocument/suc2012d1\\_en.pdf](http://unctad.xiii.org/en/SessionDocument/suc2012d1_en.pdf)
- PNUD, 2011. Commodity Dependence and International Commodity Prices. In *Towards Human Resilience: Sustaining MDG Progress in an Age of Economic Uncertainty*. New York: UNDP, Bureau for Development Policy, p. 27. Disponible sur: [http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Poverty%20Reduction/Inclusive%20development/Towards%20Human%20Resilience/Towards\\_SustainingMDGProgress\\_Ch2.pdf](http://www.undp.org/content/dam/undp/library/Poverty%20Reduction/Inclusive%20development/Towards%20Human%20Resilience/Towards_SustainingMDGProgress_Ch2.pdf) [Consulté le 23 octobre 2012].
- Banque mondiale, 2012. Africa Can Help Feed Africa: Removing barriers to regional trade in food staples. World Bank Publications. Disponible sur: <http://siteresources.worldbank.org/> [Consulté le 27 novembre 2012].
- Banque mondiale, 2007a. Chapter 1: Growth and poverty reduction in agriculture's three worlds. In *World Development Report 2008: Agriculture for Development*. World Development Report. New York: World Bank Publications. Disponible sur: [http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/WDR\\_00\\_book.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/WDR_00_book.pdf) [Consulté le 29 octobre 2012].
- Banque mondiale, 2007b. Chapter 3: Rural households and their pathways out of poverty. In *World Development Report 2008: Agriculture for Development*. World Development Report. New York: World Bank Publications. Disponible sur: [http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/WDR\\_00\\_book.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/WDR_00_book.pdf) [Consulté le 20 octobre 2012].